12.3 Bourse - Marchés financiers

Les émissions nettes de **titres de créance** et d'actions cotées des résidents français s'élèvent à 157 milliards d'euros (Md€) en 2017, en hausse de 63 Md€ par rapport à 2016. Cette progression est due à la fois aux titres de créance (136 Md€, après 87 Md€) et aux actions cotées (21 Md€, après 7 Md€). Les émissions nettes de titres de créance s'établissent à 115 Md€ pour le compartiment de long terme (+ 26 Md€ par rapport à 2016) et à 21 Md€ pour celui de court terme (+ 23 Md€ par rapport à 2016).

Les **sociétés non financières** ont cependant diminué leurs émissions nettes de titres de créance à 25 Md€, après 42 Md€ en 2016. Ce mouvement provient des titres à long terme (obligations) dont les émissions nettes ont baissé de 22 Md€ pour s'établir à 20 Md€. Dans le même temps, elles ont accru leurs émissions d'actions cotées. Celles-ci s'élèvent à 19 Md€ en 2017, sur un total de 21 Md€ tous secteurs confondus, soit la plus forte émission depuis 2009.

Les émissions nettes de titres de créance des **institutions financières** ont continué à progresser, pour atteindre 44 Md€, après 0,4 Md€ en 2016. Pour la première fois depuis 2011, les émissions des institutions financières sont positives aussi bien pour les titres de court terme que pour ceux de long terme (22 Md€ d'émissions nettes pour chacun).

Les **administrations publiques (APU)** ont également augmenté leurs émissions nettes de titres de créance à 67 Md€, après 44 Md€ en 2016. Les émissions nettes à long terme passent de 64 Md€ à 73 Md€ tandis que les titres à court terme font l'objet de remboursements nets pour 6 Md€ (– 20 Md€ de flux nets en 2016).

Soutenus par la reprise et les politiques monétaires accommodantes de la Banque centrale européenne (BCE) et de la Banque du Japon, les indices boursiers des pays avancés continuent de progresser depuis début 2015 et retrouvent des niveaux comparables ou supérieurs à ceux d'avant-crise. Cette progression a également eu lieu aux États-Unis, alors que la remontée des taux directeurs et la réduction du bilan de la Fed sont très progressives. Le faible niveau des taux d'intérêt et la conjoncture économique favorable ont porté les indices boursiers à des niveaux historiquement élevés fin janvier 2018 et la volatilité à des niveaux historiquement bas. Début février 2018, une augmentation des salaires aux États-Unis plus élevée qu'attendu a provoqué une correction des indices boursiers et une augmentation brutale de la volatilité, les investisseurs s'alarmant des risques inflationnistes aux États-Unis et de la remontée des taux d'intérêt. Sur les marchés émergents, les indices boursiers se reprennent aussi depuis 2016 après un fort décrochage à l'été 2015. Cette reprise boursière est soutenue par le redémarrage progressif de l'activité dans les grandes économies émergentes, ainsi que par le rebond des prix des matières premières au second semestre, favorable aux économies russe et brésilienne, qui en sont exportatrices nettes. ■

Définitions

Institutions financières : établissements de crédit et autres intermédiaires financiers (principalement entreprises d'investissement, organismes de titrisation, sociétés de caution mutuelle). Les institutions financières correspondent à un périmètre plus restreint que celui des sociétés financières qui incluent les sociétés d'assurance, les OPC, les auxiliaires financiers et les institutions captives. Les institutions financières incluent les établissements de crédit et les autres intermédiaires financiers (secteurs institutionnels S.122 et S.125 des comptes nationaux).
Administrations publiques (APU), agents financiers résidents, capitalisation boursière, sociétés non financières (SNF), titre de créance : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2018.
- « Rapport annuel 2017 », Autorité des marchés financiers, mai 2018.
- « Les comptes des administrations publiques en 2017 – Le déficit public passe sous le seuil de 3 % du PIB », *Insee Première* n° 1698, mai 2018.
- « Note de conjoncture, mars 2018 – Investissement tonique, consommation en demi-teinte », Insee, mars 2018.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

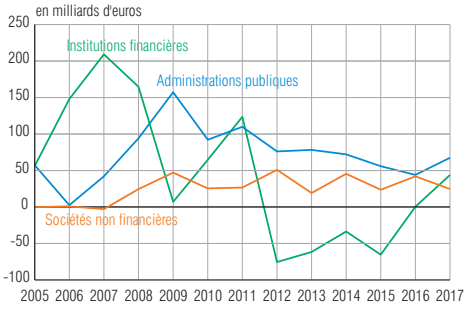
Émissions de titres des agents résidents

en milliards d'euros

	2016 (r)	2017
Titres de créance (valeur nominale)	**86,9**	**136,5**
dont : par les sociétés non financières	*42,0*	*24,6*
court terme	0,4	4,7
long terme	41,6	19,9
par les institutions financières[1]	*0,4*	*43,9*
court terme	17,0	21,6
long terme	– 16,7	22,3
par les administrations publiques	*44,0*	*67,4*
court terme	– 20,1	– 5,5
long terme	64,0	73,0
dont obligations assimilables du Trésor (OAT)	*129,1*	*108,3*
Actions cotées - émissions contre apport en espèces	**6,8**	**20,6**
dont : par les sociétés non financières	*5,1*	*19,0*
par les institutions financières[1]	*1,6*	*1,6*

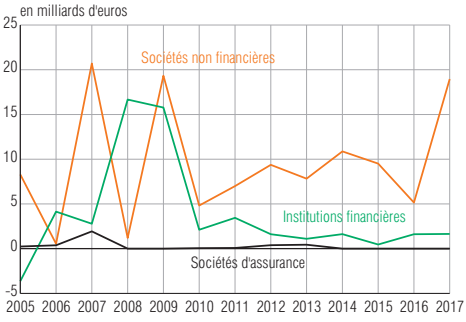
1. Institutions financières monétaires et non monétaires (hors sociétés d'assurance mais y c. les parts émises par les fonds communs de créances), hors impact des opérations internes aux groupes bancaires.
Note : la date d'arrêté est le 31 décembre 2017.
Source : Banque de France.

Émissions nettes de titres de créances des résidents français de 2005 à 2017



Note : la date d'arrêt est le 31 décembre 2017.
Source : Banque de France.

Émissions nettes d'actions cotées des résidents français de 2005 à 2017



Note : la date d'arrêt est le 31 décembre 2017.
Source : Banque de France.

Les 25 plus fortes capitalisations boursières en actions françaises ou assimilées d'Euronext Paris

	Capitalisation au 31 juillet 2018 en milliards d'euros	Évolution sur 7 mois[1] en %
LVMH	150,9	21,3
Total	148,8	27,9
L'Oréal	117,8	13,8
Sanofi	93,1	2,6
Schlumberger	82,3	2,8
Airbus	82,3	28,0
BNP Paribas	69,6	– 10,5
Christian Dior	65,8	19,6
Kering	57,6	16,0
Hermès Intl.	57,2	21,4
Axa	52,3	– 12,7
Vinci	51,3	2,0
Air Liquide	46,9	4,2
Danone	46,0	– 1,9
Safran	44,2	23,4
Schneider Electric	39,9	– 5,7
Orange	38,9	1,0
EDF	38,5	26,3
Pernod Ricard	36,6	4,5
Crédit Agricole	34,3	– 12,7
Engie	33,6	– 3,6
Dassault Systemes	33,4	45,6
Société Générale	30,8	– 11,5
Vivendi	29,0	– 0,2
Essilor Intl.	27,7	9,8

1. Évolution du 1er janvier au 31 juillet 2018.
Source : Euronext.

Capitalisation boursière des principales places financières dans le monde

en milliards de dollars

En fin d'année	2016 (r)	2017	17/16 en %
Amérique	**30 989,9**	**36 517,1**	**17,8**
dont : Nyse Euronext (US)	*19 573,1*	*22 081,4*	*12,8*
Nasdaq OMX	*7 779,1*	*10 039,3*	*29,1*
TMX Group	*2 041,5*	*2 367,1*	*15,9*
BM&FBOVESPA	*774,1*	*954,7*	*23,3*
Asie - Pacifique	**23 053,8**	**29 010,6**	**25,8**
dont : Japan Exchange Group - Tokyo	*5 061,5*	*6 222,8*	*22,9*
Shanghai SE	*4 104,0*	*5 089,6*	*24,0*
Hong-Kong Exchanges	*3 216,7*	*4 350,5*	*36,2*
Shenzhen SE	*3 193,2*	*3 621,6*	*12,6*
National Stock Exchange India	*1 561,3*	*2 351,5*	*53,3*
BSE India	*1 534,3*	*2 331,6*	*49,3*
Korea Exchange	*1 316,8*	*1 771,8*	*38,2*
Australian SE	*1 282,2*	*1 508,5*	*14,6*
Europe - Afrique - Moyen-Orient	**15 971,9**	**19 786,0**	**23,8**
dont : London SE	*3 467,4*	*4 455,4*	*28,5*
Euronext	*3 463,9*	*4 393,0*	*26,8*
Deutsche Börse	*1 718,0*	*2 262,2*	*31,7*
SIX Swiss Exchange	*1 414,7*	*1 686,5*	*19,2*
Nasdaq OMX Nordic Exchange	*1 249,6*	*1 533,5*	*22,7*
Johannesburg SE	*958,9*	*1 231,0*	*28,4*
BME Spanish Exchanges	*705,4*	*888,8*	*26,0*
Moscow Exchange	*622,1*	*623,4*	*0,2*
Ensemble des marchés mondiaux	**70 015,5**	**85 313,8**	**21,8**

Source : World Federation of Exchanges.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
…	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Titre de la double-page

Numéro du thème et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Après une accélération en janvier 2017 à + 1,3 %, le taux d'**inflation** mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** baisse progressivement jusqu'en juillet 2017 avant de remonter régulièrement au second semestre pour atteindre + 1,2 %, fin 2017. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit globalement le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. De même, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), remonte très lentement de février à décembre 2017, passant de + 0,2 % à + 0,6 % fin 2017.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent davantage en 2017 qu'en 2016 (+ 1,0 %, après + 0,2 % entre 2015 et 2016) : l'inflation atteint ainsi un niveau supérieur à celui de 2013. Ce dynamisme reflète un vif rebond des prix de l'énergie et une accélération des prix de l'alimentation et du tabac. Seul un recul un peu plus prononcé des prix des produits manufacturés modère la hausse de l'inflation, alors que les prix des services croissent au même rythme qu'en 2016.

Après trois années de baisse consécutive, les prix des produits énergétiques sont en forte hausse en 2017 (+ 6,2 % en moyenne, après – 2,8 %) en lien avec la fiscalité accrue sur les carburants en janvier 2017 et la remontée du cours moyen du Brent. Tous les prix des produits pétroliers rebondissent nettement : combustibles liquides (+ 17,3 % en moyenne), gazole (+ 11,7 %) et essence (+ 5,8 %). Les prix du gaz participent aussi à la hausse de l'inflation énergétique (+ 4,6 %, après – 7,6 % en 2016). En revanche, les prix de l'électricité ralentissent (+ 0,4 %, après + 3,1 %).

En 2017, les prix des produits alimentaires (y compris boissons, alcoolisées ou non) augmentent plus rapidement qu'en 2016 (+ 1,0 % en moyenne, après + 0,6 %), avec une nette accélération des prix des produits alimentaires hors produits frais. Après deux années de faible hausse, les prix du tabac augmentent davantage : + 2,7 % entre 2016 et 2017 en lien avec le relèvement des taxes.

En 2017, les prix des produits manufacturés diminuent (– 0,6 % en moyenne, après – 0,5 % en 2016). Ceux des articles d'habillement et de chaussures sont stables. Le recul des prix des produits de santé se poursuit pour la quatrième année consécutive. Enfin, les prix des autres produits manufacturés baissent (– 0,2 % en moyenne en 2017, après – 0,1 %).

L'inflation dans les services est inchangée en 2017, à + 1,0 %, comme en 2016. Les prix des services de transport rebondissent nettement (+ 2,0 %, après – 1,5 %). Ceux des services de santé augmentent vivement à la suite de la revalorisation des tarifs de consultation (+ 1,3 %, après + 0,2 %). En revanche, les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2017, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Quant aux prix des services de communication, ils se replient fortement, après trois années de hausse. ■

Les mots ou expressions en gras et en couleur sont définis plus bas ou dans la rubrique « Définitions » en annexes

Une présentation synthétique sur chaque double-page

Des définitions pour comprendre les concepts clés de la double page

Toutes les définitions sont regroupées dans la rubrique « Définitions » en annexes

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1er quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.
Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « 2017 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse* n° 102, Eurostat, juin 2018.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2017 », *Informations rapides* n° 8, Insee, janvier 2018.
- Séries chronologiques (www.insee.fr).

Des publications téléchargeables gratuitement pour approfondir le sujet

Adresses des sites Internet à retrouver dans la rubrique « Adresses utiles » en annexes

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne, ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2017

en % — Unité

Fonction de consommation	Pondération[1] 2017	Évolution 17/16 Moyenne annuelle	Évolution 17/16 Glissement déc. à déc.[2]
Ensemble (y c. tabac)	**10 000**	**1,0**	**1,2**
Ensemble (hors tabac)	**9 812**	**1,0**	**1,1**
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 435	1,1	1,4
Produits alimentaires	1 311	1,1	1,5
Boissons non alcoolisées	124	0,6	0,7
Boissons alcoolisées et tabac	380	1,6	3,3
Boissons alcoolisées	192	0,6	0,7
Tabac	188	2,7	6,0
Habillement et chaussures	447	0,1	0,0
Habillement	357	0,1	0,0
Chaussures y c. réparation	90	– 0,2	– 0,1
Logement, chauffage, éclairage	1 418	1,6	1,4
Loyers d'habitation	629	0,2	0,2
Entretien et réparation courante du log.	172	1,5	1,6
Distribution d'eau et autres services	159	1,4	1,5
Chauffage, éclairage	458	3,7	2,9
Meubles, équip. ménager, entretien maison	530	– 0,2	– 0,1
Meubles, tapis, revêtements de sol	154	– 0,2	0,0
Articles de ménage en textile	39	0,9	1,2
Appareils ménagers	87	– 2,0	– 2,2
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,4	0,9
Outillage pour la maison et le jardin	50	– 0,5	0,0
Entretien courant de l'habitation	130	0,4	0,4
Santé	1 063	– 0,2	0,5
Médicaments et produits pharmaceutiques	463	– 2,0	– 1,7
Médecine non hospitalière	600	1,3	2,2
Transport	1 451	3,1	2,8
Achats de véhicules	362	0,7	1,7
Utilisation de véhicules personnels	801	4,5	3,9
Services de transport	288	2,0	1,1
Communications	285	– 4,2	– 4,2
Services postaux	17	3,8	3,8
Matériel de téléphonie et de télécopie	43	– 8,6	– 5,0
Services de téléphonie et de télécopie	225	– 4,0	– 4,6
Loisirs et culture	894	0,3	0,5
Équipements audio-visuels, photo et informatiques	138	– 2,2	– 1,2
Autres biens durables (loisirs)	46	– 1,4	1,5
Autres articles et équip. de loisirs	242	– 0,2	0,3
Services récréatifs et culturels	309	1,1	1,2
Presse, livres et papeterie	140	1,9	2,0
Voyages touristiques tout compris	19	1,7	– 6,0
Éducation	4	1,2	0,6
Hôtellerie, cafés, restaurants	752	1,6	1,4
Restauration et cafés	587	1,4	1,2
Services d'hébergement	165	2,4	2,0
Autres biens et services	1 341	1,1	1,2
Soins personnels	278	0,3	0,2
Effets personnels (non définis ailleurs)	119	0,9	1,1
Protection sociale	485	0,9	1,0
Assurances	296	2,1	2,3
Services financiers	38	2,5	2,2
Autres services	125	0,9	1,1

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.
2. Évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages. Note : base 100 en 2015.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

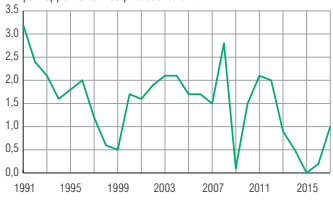
Hausses	17/16	Baisses	17/16
Combustibles liquides	+ 11,1	Pommes de terre	– 10,8
Gazole	+ 9,4	Forfaits touristiques	– 6,0
Médecins généralistes	+ 7,8	Luminaires	– 5,4
Fruits frais	+ 6,7	Matériel de téléphonie et de télécopie	– 5,0
Huiles et graisses	+ 7,4	Matériel de nettoyage	– 5,0
Tabac	+ 6,0	Appareils de transformation d'aliments	– 5,0
Essence	+ 5,3	Appareils de cuisson	– 4,2
Hydrocarbures liquéfiés (butane, propane, etc.)	+ 5,1	Matériel de traitement de l'information	– 3,9
Services postaux	+ 3,8	Appareils photo et caméras	– 3,8
Journaux et publications périodiques	+ 3,8	Tapis et moquettes	– 3,4

Des tableaux concernant la France y compris les Dom sauf indication contraire

Champ : France hors Mayotte. Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1991 à 2017

par rapport à l'année précédente en %



Champ : France hors Mayotte. Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

	17/16		17/16
Allemagne	1,6	Lettonie	2,2
Autriche	2,3	Lituanie	3,8
Belgique	2,1	Luxembourg	1,6
Chypre	– 0,4	Malte	1,3
Espagne	1,2	Pays-Bas	1,2
Estonie	3,8	Portugal	1,6
Finlande	0,5	Slovaquie	2,0
France	**1,2**	Slovénie	1,9
Grèce	1,0	**Zone euro**	**1,7**
Irlande	0,5	**UE**	**1,4**
Italie	1,0		

Des graphiques d'illustration

Des données de cadrage européennes ou mondiales

Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
Source : Eurostat (extraction du 24 mai 2018).